

Recherches sociographiques



Avant-propos

Volume 26, numéro 1-2, 1985

Situation de la recherche sur le « Canada français », 1962-1984 I

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/056131ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/056131ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

(1985). *Avant-propos. Recherches sociographiques*, 26(1-2), 7–10.

<https://doi.org/10.7202/056131ar>

AVANT-PROPOS

Après une quinzaine d'années de retrait des manifestations publiques, Recherches sociographiques prenait prétexte de son vingt-cinquième anniversaire de fondation pour renouer avec son ancienne tradition des colloques sur la société québécoise. Soucieuse de garder un sens à l'événement, l'équipe de direction de la revue n'a guère cru pouvoir faire mieux que de reprendre le thème du premier de ces colloques, celui de 1962 : « Situation de la recherche sur le Canada français ».

Les colloques savants étant devenus pratique banalisée depuis les années 1960, nous ne comptons guère faire événement public avec le nôtre, parmi tant d'autres, fût-il de vingt-cinquième anniversaire. Aussi avons-nous opté pour la formule plus étroite, mais peut-être plus rentable, de la « retraite fermée » sous invitation, selon le modèle mis en vigueur, entre autres par la Société royale du Canada, lors du Colloque du Mont-Gabriel, à l'automne 1981. (Voir : G. ROCHER et al., Continuité et rupture. Les sciences sociales au Québec, Montréal, PUM, 1984, 2 vols.) Par une royale coïncidence, nos propres assises se sont tenues à l'Auberge du Mont de Saint-Gabriel-de-Valcartier, du 23 au 26 septembre 1984. Elles regroupaient une cinquantaine de personnes, dont huit commentateurs officiels et onze conférenciers. À notre invitation, plusieurs de ceux-ci s'étaient réunis plus d'un an à l'avance, en vue d'établir un programme de travail concerté.

En près de vingt-cinq ans, la « situation de la recherche » avait évidemment changé et, au premier chef, dans l'ordre quantitatif. Il eût alors été présomptueux de tenter de répondre à la question : « qu'avons-nous appris sur la société québécoise ? » — encore davantage de viser un inventaire des travaux qui se sont accumulés, en toutes directions, depuis 1962. Soucieux de ramener notre tour d'horizon à des dimensions abordables, nous avons d'emblée renoncé à toute idée de bilan par champ de recherche ou par palier sociétal, pour ne retenir que quatre grands axes de lecture : les trois universaux classiques de l'idée de société (économie, politique, culture), auxquels nous avons ajouté l'espace, ainsi qu'un bilan spécifique pour l'histoire, reine des sciences sociales, et pour la sociologie, pierre d'angle de Recherches sociographiques. Nous avons en outre prié nos

collaborateurs de s'attarder surtout aux modes de questionnement de cette société, à travers un bilan indicatif plutôt qu'exhaustif des « lectures économiques », des « lectures politiques », des « lectures culturelles » ou des « lectures spatiales ».

Plusieurs des responsables d'une communication ont cherché à respecter scrupuleusement la commandite, tout en la traitant d'un point de vue personnel ; d'autres l'ont reformulée dans le sens d'une analyse ou d'une critique de la pratique des sciences sociales. De sorte que les diverses contributions au colloque pouvaient se regrouper sous deux chefs : la « situation de la recherche » et « les sciences sociales ». Le retard ou la défection de certains collaborateurs à nous remettre une version écrite de leur communication ne nous a pas permis de suivre ce plan de façon stricte. De sorte que, si ce premier tome concerne la situation de la recherche sous l'angle de l'histoire, du politique, de la culture et de l'espace, en même temps qu'il traite de l'histoire, de la science politique et de la géographie, le second regroupe, de façon tout aussi pragmatique, les contributions dans le domaine économique et sur la sociologie avec le gros des débats et la table ronde de conclusion.

À travers l'abondante moisson récoltée par les collaborateurs de ce premier tome, on trouvera certains diagnostics d'ensemble sur la société québécoise. Mais le colloque fut davantage réflexion collective sur la pratique des sciences sociales. À cet égard, le contraste avec 1962 est frappant. Les maîtres d'alors avaient surtout trente ans, la conjoncture était expansionniste et tout était à faire. Non seulement chacun a-t-il su indiquer les tâches à entreprendre, quelques-uns ont même ancré leurs perspectives dans de toutes nouvelles lectures de la société. En 1984, l'heure était davantage à l'incertitude, comme si la science sociale avait quelque peu perdu prise sur son objet, et quelque peu gagné en sagesse. À moins qu'il n'y ait dans ce retour sur soi un sentiment confus que sa propre culture pourrait bien être un révélateur clé de l'état même de nos sociétés, l'idée que l'institution savante soit un de ces objets « plus limités et plus stratégiques, aptes à faire avancer les connaissances » (Vincent Lemieux).

Par-delà la différence de climat, la continuité des préoccupations, à vingt ans de distance, est tout aussi frappante. Fernand Dumont et Yves Martin, responsables du premier colloque, nous faisaient remarquer qu'ils avaient « insisté sur les aspects proprement historiques et écologiques [...] secteurs qui, d'une part, ont fait l'objet des travaux les plus nombreux et, d'autre part, devraient sans doute avoir la priorité dans une démarche de connaissance globale de notre milieu ». Sans que les organisateurs aient cette fois voulu y insister, la même prépondérance se retrouve en 1984. L'histoire est en effet une des rares disciplines qui semble toujours avoir le vent dans les voiles et, si la géographie, davantage porteuse de la conscience malheureuse, s'est faite plus discrète qu'il y a vingt ans, de toutes parts on est venu à sa rescousse dans la quête du spatial. Avec toutefois quelque chose de différent : au mariage heureux de l'histoire et de la géographie, on oppose aujourd'hui

l'espace anhistorique de la « civilisation électrique » (J.-P. Desaulniers) ; à l'espace écologique s'ajoute maintenant le territoire imaginaire.

L'intérêt pour les questions de culture, dont Fernand Ouellet met en relief la genèse dans la recherche historique, n'est pourtant pas nouveau : la majorité des communications au colloque de 1962 qui n'entraient pas dans les « perspectives historiques et écologiques » traitaient en fait de la culture, que ce soit sous la rubrique de la « psychologie sociale », de la « micro-sociologie » ou des « études religieuses ». La différence serait plutôt que l'idée de culture s'est déplacée de la périphérie des sciences auxiliaires (psychologie, linguistique, folklore), pour se loger au cœur même de la science sociale. Fernand Dumont et Fernand Harvey nous signalent cependant que, s'« il y a peut-être une science de l'économie québécoise, il ne s'est pas dessinée une science de la culture québécoise [...] Le souci d'une préoccupation d'ensemble n'a pas, à notre sentiment, pénétré intimement la recherche scientifique. »

Non seulement les grandes lignes de préoccupations mais les problématiques elles-mêmes sont restées largement fidèles aux perspectives de 1962. La dialectique du national et du social, à l'avant-scène dans les années 1970, remonte au moins aux années 1950. Et, dès le premier colloque, Fernand Ouellet attendait « avec impatience une étude décisive sur les destins successifs de la bourgeoisie canadienne-française », thème qui fut un foyer majeur des études de sociologie économique des années récentes. La continuité est encore plus frappante dans la problématique régionale. Déjà Fernand Grenier opposait la région « comprise dans sa personnalité » et la vision économique considérant « l'ensemble du Québec comme une seule région polarisée autour de l'agglomération montréalaise », en même temps qu'il pointait, chez les chercheurs québécois, « des dispositions et des affinités particulières pour les études de population ». De façon encore plus directe, Gérald Fortin avait formulé en clair les premiers éléments de la problématique du processus de peuplement de la Laurentie. Il vaut la peine de rappeler ses propos : « Un phénomène particulièrement important à étudier par rapport à la nature de la culture rurale traditionnelle est celui de la migration [...] Autant de questions sans réponses tant que des études précises n'auront pas été entreprises sur l'origine, l'intensité et la direction des grands courants migratoires qui ont agité la population rurale. »

Faut-il louer la clairvoyance des maîtres de 1962 et l'initiative de ceux qui ont su entreprendre ce qui était alors « travail à faire » ? ou plutôt se désoler d'une apparente atrophie de l'imagination scientifique, qui ne saurait plus poser de nouvelles questions ? Nous penchons carrément pour la première attitude. Les sciences sociales ont vécu une longue phase de croissance accélérée ; leur imaginaire ne s'est pas tant rétréci qu'il s'est peut-être encombré. Ce serait d'ailleurs de courte vue que de chercher les voies de l'avenir dans le nouveau à tout prix. Le savoir progresse plus vigoureusement sur des perspectives de longue durée et davantage par ratures que par accumulation d'objets. Peut-être la science

sociale n'a-t-elle pas su faire le tri dans toute cette connaissance qu'elle a secrétée depuis vingt ans. Qu'avons-nous appris exactement sur la société québécoise ? Sur ce terreau ferme, on trouverait sans doute, en train de germer, nombre d'interrogations grosses d'avenir. Par ailleurs, on verra affleurer dans les débats du colloque, sinon de nouvelles problématiques concrètes sur la société, du moins un paradigme autre pour l'étude du social, qui tourne autour de l'idée de pratique (stratégies d'occupation du territoire, pratiques émancipatoires, science de la pratique...).

*
* *
*

Le colloque s'est tenu grâce à l'appui financier du Ministère de la science et de la technologie et du Ministère de l'éducation, ainsi que du Conseil de recherche en sciences humaines du Canada. Denys Delage, secondé par Aline Cantin, en a assumé l'organisation, avec le concours de Jean Gould, Claude Beauchesne et Didier Dufour, étudiants au Département de sociologie de Laval.

Nous remercions tous les participants, venus converger comme à rebours vers un cœur qui commençait à douter de ses veines. De la valeur de leurs influx, le lecteur jugera peut-être de la vigueur du cœur.

LA DIRECTION